

Collection *Questions de société*

dirigée par Laurent Mucchielli

Vincent Tiberj (sous la dir.)



Des votes et des voix
De Mitterrand à Hollande

CHAMP SOCIAL
ÉDITIONS

Introduction. Des voix derrière les votes

Vincent TIBERJ

La démocratie électorale est sous pression et ce n'est pas nouveau. Beaucoup pensent que gauche et droite ne se distinguent pas ou plus. Beaucoup finissent par considérer que les promesses des candidats n'engagent pas les élus. C'est la signification même du vote qui est du coup réévaluée. Sert-il vraiment à quelque chose ? Permet-il vraiment de s'exprimer et surtout d'être entendu ? N'y a-t-il plus qu'une partie de la population française qui se fait entendre ? Ne faut-il pas chercher d'autres moyens de participer, d'autres moyens de peser sur les décisions politiques ?

Pourtant le vote reste le moyen de participation le plus répandu dans l'Hexagone. Les élections présidentielles, malgré la personnalisation de leurs campagnes et de la pratique du pouvoir qu'elles tendent à entretenir, restent le rendez-vous politique majeur en France. Aucun autre événement n'est capable de focaliser l'attention du pays aussi longtemps et de mobiliser autant d'individus. Ainsi même le 21 avril 2002, encore un événement traumatique pour beaucoup, plus de 29 millions de Français s'étaient exprimés. En 2007 et 2012, ils ont été environ 37 millions soit, en nombre absolu, un record dans l'histoire électorale française. Le vote n'est plus automatique et d'aucuns doutent de son intérêt, mais le choix de qui occupera l'Élysée mobilise plus de quatre Français sur cinq.

Ce livre traite des élections de 2012 mais ne s'y limite pas, bien au contraire. Le premier objectif est ici de conjuguer l'analyse des élections dans le temps long des évolutions sociales politiques qui ont marqué la France, mais aussi nombre d'autres pays européens depuis le début des années quatre-vingt. Dès lors, les élections de 2012 sont donc à la fois une focale et une porte d'entrée vers des interrogations plus larges sur ce que la vie politique, les citoyens et la démocratie française sont devenus.

La présidentielle de 2012 suscite encore de nombreuses questions. Pourquoi les électeurs se mobilisent-ils aussi fortement pour la présiden-

tielle mais délaissent-ils les autres élections, y compris les législatives ? Pourquoi celui qui gagne suscite-t-il autant de rejet quelques mois après son élection ? La victoire de François Hollande signe-t-elle un retour en grâce de la social-démocratie ou bien n'est-elle qu'une alternance « normale » ? Nicolas Sarkozy s'est-il trompé en faisant cette « campagne au peuple » sur les frontières et le « vrai travail » ? Marine Le Pen peut-elle encore progresser ? La performance de Jean-Luc Mélenchon n'est-elle qu'un succès sans lendemain pour la gauche de la gauche ou bien le signe d'un retour au premier plan ? Le troisième échec de François Bayrou démontre-t-il l'impossibilité du centre dans le système français ?

Toutes ces questions méritent d'être posées et sont d'ailleurs traitées dans ce livre. Au moment où cet ouvrage paraît, certaines peuvent être passées de mode, mais on ne peut se contenter de l'air du temps et du rythme dicté par l'actualité. En les resituant dans le temps long elles permettent de comprendre des évolutions qui dépassent de beaucoup le sort des candidats à la présidentielle. Ainsi assiste-t-on au déclin de la démocratie française ou à sa transformation ? Quels sont les clivages sociopolitiques aujourd'hui ? Sont-ils si différents de ceux d'hier ? Quelles conséquences politiques aux évolutions sociales des trente dernières années ? Les électeurs français sont-ils plus ou moins ouverts et tolérants hier qu'aujourd'hui ? Les votes sont aussi les manifestations les plus apparentes de changements considérables qui transforment en profondeur le système démocratique, la citoyenneté, mais aussi les notions de gauche et de droite. Autrement dit, il faut comprendre ce qui s'exprime et ceux qui l'expriment dans les urnes, comprendre les voix derrière les votes.

Ainsi les records d'abstention des législatives de 2012 rappellent que les présidentielles restent des exceptions dans la « démocratie de l'abstention » (Braconnier, Dormagen, 2006). De même Nicolas Sarkozy avaient vu sa cote de popularité s'éroder plus rapidement que celle de Jacques Chirac en 1995. François Hollande a subi une décote encore plus rapide. Clairement la « politique de défiance » a encore frappé. Le rapport au politique a bien changé mais doit-on pour autant parler de crise de la représentation, expression qui a émergé il y a déjà plus de deux décennies ? Une crise d'aussi long terme n'est plus une crise mais bien un changement d'ère. De plus par crise on focalise sur les aspects négatifs. Or il existe aussi de nombreux aspects positifs : les figures politiques sont contestées aussi parce que les électeurs ont un plus grand sens critique, peuvent mieux s'informer et peuvent utiliser de nouveaux moyens de participer au débat public. Il s'agira donc ici de mieux comprendre les contours et les caractéristiques de cette nouvelle démocratie française.

Toujours dans cette dialectique entre le court et le long terme, la stratégie « buissonnière » n'est-elle qu'une tactique de campagne à « un coup » ou bien la face émergée d'un phénomène plus large commun à nombre de démocraties occidentales : la « nouvelle politique » (Inglehart, 1990). Les enjeux afférents à la société multiculturelle et à l'immigration, l'effacement des frontières (et pas seulement économiquement parlant), la libéralisation des mœurs, les transformations de l'autorité, les nouveaux rôles de genre ou les transformations de la famille sont devenus des sujets d'affrontements politiques majeurs dans toute l'Europe entre partis tenants de la « nouvelle gauche » et ceux de la « nouvelle droite ». Ici ces enjeux sont désormais des figures imposées des débats publics mais il s'agit de mieux comprendre comment ils pèsent dans les logiques d'organisations et d'affrontements de l'offre partisane et dans les reconfigurations dans les votes. La nouvelle politique n'est pas qu'une affaire interne à la droite, notamment face au FN ou au Modem, elle travaille aussi la gauche. Une partie du débat entre Terra Nova et la « gauche populaire » peut ainsi être résumé par la manière dont le PS devrait se situer face à ces enjeux : soit assumer son libéralisme culturel, soit prendre en compte « l'insécurité culturelle » des catégories populaires. Les enjeux culturels ne sont pas que des « diversions » face aux vrais enjeux politiques sinon comment comprendre la mobilisation de centaine de milliers d'opposants au mariage pour tous.

Que reste-t-il alors de la « vieille politique », celle qui traite d'enjeux aussi importants que les inégalités de revenu ou du rôle de l'État dans l'économie ? Disparaît-elle des radars comme certains, dont Inglehart, le pensent ? Le programme social-démocrate a en effet été réalisé : l'État-providence est devenu partie intégrante des modèles sociaux européens ; la collectivité garantit un revenu minimum, l'accès aux soins et à l'éducation. Ou bien est-elle « enterrée vivante » (Achterberg, Houtman, 2010), par des partis qui préfèrent investir d'autres enjeux et controverses politiques alors même que les électeurs, eux, continuent de s'opposer sur ces questions essentielles entre la liberté et l'égalité ? Les inégalités n'ont pas disparu dans les démocraties contemporaines, il semble même qu'elles se creusent (Peugny, 2013) voire se transforment. Mais les partis français peuvent-ils encore faire quelque chose face au processus de la globalisation qui travaille tant les dispositifs institutionnels que les peuples en distinguant entre les gagnants et les perdants de la mondialisation (Kriesi *et al.*, 2008) ?

Dès lors qu'on veut comprendre les évolutions électorales dans le temps, la question de l'incidence des changements démographiques et

sociologiques qui ont transformé la société française sur les rapports de forces partisans et du rapport à la politique se pose. Ainsi pour certains la société française se « droitiserait » du fait de son vieillissement et cela contribuerait « mécaniquement » à la progression du Front National (Le Bras, Todd, 2013). De fait, les seniors se caractérisent en effet par leur conservatisme politique (Denni, 2011), mais c'est sans compter d'une part sur leur ouverture progressive dans le temps notamment en matière de nouvelle politique et surtout sur l'impact du renouvellement générationnel (Tiberj, 2009). Ainsi en 1980, l'âge moyen des Français était de 35,7 ans quand en 2013 il est 40,7 années. Mais, parmi les électeurs de 2012, 50 % n'étaient pourtant pas en âge de voter en 1981 (et 18 % même pas encore nés). Un électeur sur deux n'a jamais connu les trente glorieuses autrement que par les souvenirs de ses parents ; un électeur sur deux n'a vécu que l'ère du chômage de masse ; un électeur sur deux a été socialisé sans le mur de Berlin mais avec le Front National dans le paysage¹.

D'autres transformations sociales sont politiquement tout aussi importantes. Par exemple le taux de participation des femmes au marché du travail est désormais de 76 % alors qu'en 1980 seules deux femmes sur trois travaillaient. La différence entre les hommes et les femmes s'atténue donc passant de 33 points en 1980 à 11 points en 2011. Cette normalisation du travail féminin a pesé et continue de peser tant sur la famille que sur les rôles de genre. L'élévation du niveau de diplôme transforme également en profondeur la société française : en 1968 seulement 8 % de la population française avait un baccalauréat ou un diplôme universitaire ; en 2010 près d'un français sur quatre est diplômé de l'université. Cette nouvelle donne accompagne la tertiarisation de l'économie mais aussi l'émergence de nouvelles catégories sociales. Les « bobos » ont pris dans les discours politiques la place des « couches moyennes salariées », mais il vaudrait mieux parler de l'émergence de la « creative class » ou des « sociocultural professionnels » qui transforment profondément les équilibres internes et les aspirations politiques des classes sociales les plus économiquement favorisées. À l'autre bout du spectre, non seulement la classe ouvrière n'a pas disparu, mais les nouvelles inégalités et la précarisation ont durablement remodelé le bas de la pyramide sociale française. Être en emploi ne suffit plus ; de réelles différences émergent entre les insiders protégés par des CDI (mais qui peuvent également être des « travailleurs pauvres ») et les *outsiders* qui enchaînent CDD et intérim. Les entrants sur le marché du travail ont intégré qu'ils devront pour la plupart vivre un sas de stages mal-payés et ne se font plus guère d'il-

lusion sur leurs retraites. Face à ces transformations majeures se pose la question de la politisation de ces nouvelles divisions sociales. Les responsables de droite comme de gauche, voire de la gauche de la gauche, ont-ils pris la mesure de ces nouvelles données ? La focalisation des candidats de 2012 sur les usines alors même que les outsiders sont souvent dans les secteurs du commerce, des services aux entreprises ou aux personnes laisse plutôt penser le contraire.

Il s'agit donc dans ce livre de faire une sociologie politique des évolutions de l'Hexagone depuis les années quatre-vingt. Il s'articule autour de trois grandes parties : la première porte sur les changements sociaux entendus au sens large. Il s'ouvre sur un chapitre écrit par Viviane Le Hay et Camille Peugny qui vise à éclairer les grandes évolutions de la stratification sociale et spatiale depuis les années quatre-vingt, évolutions qui bien souvent restent impensées par les responsables politiques. Antoine Jardin fait le point sur l'émergence de la France plurielle en explorant notamment les transformations qui ont affecté la Seine Saint-Denis. Trois chapitres rédigés par Léa Morabito et Manon Réguer-Petit, Adrien Degeorges et Antoine Jardin se penchent sur la question des valeurs des Français et de leurs évolutions. Ils montrent ainsi que la tolérance a considérablement progressé tant sur les mœurs que pour les immigrés, sans pour autant que les clivages hérités de la vieille politique aient disparu. Ces chapitres remettent ainsi en question ce jugement souvent hâtif sur le « c'était mieux avant », tout en montrant aussi combien les attitudes et valeurs se transforment.

La deuxième partie du livre fait le point sur les rapports des Français au politique. Est adressée la question d'une « nouvelle démocratie française ». Vincent Tiberj et Bernard Denni interrogent respectivement le rapport à la citoyenneté et le rapport à la participation des électeurs, tandis que Charlotte Dolez pose la question de l'impact d'internet sur le fonctionnement de la démocratie « par en bas ».

La troisième partie est centrée sur le comportement central en démocratie et qui le reste encore aujourd'hui : le vote. Tous les chapitres de cette partie interrogent ainsi les électors de 2012 dans le temps long. Vincent Tiberj s'interroge sur les évolutions de ce que gauche et droite veulent dire tandis que Simon Persico se concentre sur les évolutions au sein de la gauche non-socialiste. Nicolas Sauger interroge la possibilité d'un centre en France depuis la candidature de Raymond Barre en 1988 pendant que Nonna Mayer fait le point sur bientôt trente ans de vote FN. Enfin dans leur chapitre conclusif Florent Gougou et Pierre Martin resitue les élections de 2012 dans un temps encore plus long et s'inter-

rogent sur l'émergence ou non d'un ordre électoral stabilisé autour notamment des divisions culturelles.

Ce livre se veut à la fois scientifique et citoyen. Il est scientifique d'abord parce que les différents auteurs s'appuient sur les travaux scientifiques les plus pertinents pour traiter de leurs problèmes. La recherche est une entreprise collective et contrairement à ce qu'on entend trop souvent les sciences sociales ont produit des clefs de compréhensions remarquables et trop souvent méconnues des évolutions sociales et politiques de la France contemporaine. Il est scientifique aussi parce que les auteurs se sont tous fondés sur des données. En cela nous défendons par l'exemple l'importance des preuves empiriques dans la recherche en science politique qu'elles soient produites par les résultats agrégés des élections ou d'enquêtes par sondage. Plusieurs enquêtes sont utilisées : les enquêtes INSEE, les enquêtes CEVIPOF de 1988 à 2007, les European Social Surveys, les European Value Surveys ainsi que les enquêtes produites dans le cadre du réseau TriElec qui a rassemblé en 2012 des chercheurs de Sciences Po Bordeaux, Grenoble et Paris² (www.trielec2012.fr). D'ailleurs le lecteur intéressé pourra se référer au site des éditions Champ social où les auteurs font figurer des tableaux complémentaires à leur analyse, à l'adresse suivante :

12 - http://www.champsocial.com/files/De_Mitterrand_A_Hollande_Annexes.pdf

Enfin ce livre se veut citoyen, en ce que nous avons collectivement voulu que ces travaux soient accessibles à tous au-delà du cercle restreint des spécialistes de sociologie et de science politique.

NOTES

1. Plusieurs contributeurs de cet ouvrage sont d'ailleurs dans ce cas.
2. Les enquêtes préélectorales dirigées par Sylvain Brouard ont bénéficié du soutien financier du ministère de l'intérieur, de la Fondation Jean Jaurès, de Sciences Po Paris, Sciences Po Bordeaux, Sciences Po Grenoble. L'enquête postélectorale dirigée par Nicolas Sauger a bénéficié d'un financement Émergence de la ville de Paris.